



DES ETATS-GÉNÉRAUX DES FESTIVALS TELLEMENT LOIN DES PRÉOCCUPATIONS DES PROFESSIONNELS ...

Une des premières annonces de la ministre de la Culture Roselyne Bachelot a été la tenue d'États Généraux des Festivals qui se tiennent ces 2 et 3 octobre à Avignon.

Celle qui s'est auto-proclamée " ministre des artistes " n'a jugé bon d'inviter aux différentes tables rondes aucun de leurs représentants susceptibles de délivrer une parole collective. Mais à quoi bon donner la parole à des représentants syndicaux dans une manifestation qui n'a mis aucun sujet social à son ordre du jour ?

Une large partie des artistes et techniciens du spectacle chôme depuis des mois parce que leurs spectacles sont interdits. La période d'impossibilité de travailler dure donc encore. Privés de salaires, ils vivent de leurs seules allocations de chômage qu'ils n'ont aucune garantie de voir renouvelées à l'issue de " l'année blanche ", prolongation de droits dont les entrants, notamment les jeunes ont été exclus. Leur protection sociale s'étirole (assurance maladie ou maternité, complémentaire santé, formation professionnelle, retraites...) mois après mois et les caisses sociales du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel courent vers le déficit. La situation de nombreuses autrices et auteurs n'est pas meilleure.

Mais il faut dire aussi que l'extrême fragilité économique dans laquelle se trouvent beaucoup d'entreprises, qu'ils s'agissent des festivals eux-mêmes ou de leurs prestataires n'est pas plus à l'ordre du jour des débats.

Les professionnels n'auront donc droit ni à la parole ni à la prise en compte de leurs urgences alors qu'une table ronde est consacrée au bénévolat. C'est un choix qui en dit long.

On nous dira que la finalité de la manifestation était de prendre du champ.

Mais alors, quel dommage, dans la table ronde consacrée à l'économie des festivals, de ne pas donner la parole à celles et ceux qui alertent sur la concentration financière dont fait l'objet tout le secteur des festivals de musiques actuelles et dont les ressorts sont mortifères pour la diversité artistique.

Mais alors, quel dommage, dans la table ronde sur l'égalité femmes-hommes, de n'inviter aucun représentant des syndicats, associations ou collectifs qui portent des revendications susceptibles de faire changer les choses ! Le ministère a pourtant approuvé le plan d'action contre les inégalités femmes/hommes et contre les violences sexistes et sexuelles, plan que nous avons mis au point avec les employeurs.

Il est temps que le ministre prenne la mesure d'une crise qui va durer longtemps et pour laquelle une « relance » ne suffit pas : nous exigeons de construire un plan de développement de l'emploi, de sauvegarde des droits sociaux et de reconstruction de la politique culturelle ! !

Paris, le 02/10/2020.